

RISQUES ET CATASTROPHES – LIBAN

Face au risque d'inondation, une cohabitation impossible au Liban

Le Liban, en proie à une crise socio-économique et politique profonde, délègue en partie la gestion des problèmes sociaux à des initiatives privées souvent informelles et non encadrées par une stratégie globale. Focus sur leurs difficultés d'action dans deux bassins fluviaux où vivent Libanais et réfugiés syriens et où sévissent inondations et pollution des eaux.

Dima EL KHOURI est docteure en géographie et enseignante de l'Université de Caen. Ses domaines d'expertise sont les migrations forcées urbaines et la cohabitation subie entre les populations.

Contextes et enjeux humanitaires et sociaux

Dans la plaine de la Bekaa, les rivières Ousteouane (Akkar) et Ghzayyel (Bekaa), en raison de leur emplacement en zone frontalière et de leur éloignement des grandes villes, figurent parmi les principaux foyers de conflits intercommunautaires. D'un côté du fleuve, des populations libanaises issues de couches sociales souvent modestes, de l'autre des migrants forcés originaires de Syrie installés dans des lieux informels. Deux constats s'imposent dès lors en matière de réduction des risques de catastrophes (RRC). Tout d'abord, les risques ne se limitent pas seulement à la fréquence des épisodes d'inondation ou à leur intensité. Même si ces inondations surviennent chaque année dans un écosystème dégradé, elles ne représentent pas une menace significative pour les biens ou les vies humaines. En revanche, la pollution des eaux est considérée comme le danger principal, et ce risque est amplifié lorsque les rivières sont en crue.

De plus, la vulnérabilité des habitants est davantage d'ordre social que d'ordre environnemental. Elle se manifeste par une grande diversité de la population en termes socio-économiques et d'appartenances politiques ou religieuses. Une hétérogénéité à laquelle s'ajoute l'occupation résidentielle de Syriens, perçue comme illégale par les autorités et illégitime aux yeux des Libanais. La quasi-absence de communication entre ces groupes et les tensions sous-jacentes compliquent l'intervention sociale ou humanitaire. L'enjeu concerne dès lors le choix des interventions et des médiations à adopter pour la prévention des risques dans ces deux vallées, dans un contexte où les instances publiques sont structurellement fragiles et où les ONG disposent d'une légitimité limitée.

Les objectifs de la recherche

Cette recherche vise à fournir une compréhension sociologique de communautés résidentes, réfugiées ou non au Liban, qui sont confrontées aux mêmes risques. Elle a été conçue pour soutenir les efforts de réduction des risques de catastrophes dans les deux bassins fluviaux de l'Akkar et de la Bekaa.

A cette fin, trois objectifs ont été fixés, qui ont guidé le travail de terrain et d'analyse : d'abord approfondir la compréhension des risques d'inondation dans les zones concernées puis examiner la perception de ces risques par les habitants ; et enfin analyser la diversité sociologique des différentes catégories d'habitants pour mieux cerner leurs niveaux respectifs de vulnérabilité.

Cette recherche fournit des éléments essentiels qui permettent aux acteurs humanitaires de mener des interventions plus ciblées, pertinentes et adaptées aux perceptions des risques et des réalités locales.

Partenaires de la recherche

Cette recherche a bénéficié du soutien de la Croix-Rouge française, de l'Agence Française de Développement (AFD) et de l'Agence Internationale Danoise de Développement (DANIDA).

Comment renforcer les stratégies de réduction des risques de catastrophes dans des espaces où les tensions sociales sont fortes ?

En 2021, le projet “Les amis de la rivière” (*Rofaka al naher*), financé par l'AFD, a été lancé par un consortium d'ONG internationales et locales au Liban, avec l'objectif de “protéger les populations locales, notamment les plus vulnérables, des risques liés aux aléas naturels en finançant la mise en place d'actions de prévention et de réponse aux catastrophes au niveau local et national”. Ce projet mettait l'accent sur les risques d'inondation dans les régions du Akkar et de la Bekaa. La recherche présentée ici a été menée parallèlement à plusieurs initiatives de sensibilisation des populations, ainsi qu'à une étude géophysique entreprise par le CNRS français en vue d'identifier les zones les plus vulnérables aux risques d'inondation.

La pollution des cours d'eau perçue comme plus grave que les inondations

Parmi les principaux risques cités par les habitants interrogés dans les deux vallées comme la sécurité alimentaire, les conditions de logement ou la stabilité économique, le risque de pollution est de loin le plus évoqué. Les inondations perturbent la vie quotidienne, mais ne sont contraignantes que durant une période très limitée. Par ailleurs, elles ne représentent pas un réel danger pour les personnes et les biens.

La pollution des rivières est en revanche perceptible et largement documentée. Les riverains vivent avec des odeurs suffocantes, surtout pendant la saison estivale et particulièrement en période d'inondation. De plus, la pollution a une incidence sur le risque d'inondation car, dans certaines parties des deux cours d'eau, les déchets solides atteignent jusqu'à deux mètres d'épaisseur, ce qui limite le débit et entrave l'efficacité des systèmes de drainage installés sur les rives. De plus, l'eau des deux rivières est largement utilisée pour l'irrigation agricole. En période d'inondation, les eaux polluées dégradent la qualité des sols dédiés à l'agriculture, ce qui constitue une préoccupation récurrente pour la plupart des habitants, même dans les cas où les agriculteurs ne les utilisent pas directement. Cette pollution peut être imputée à trois facteurs majeurs :

- Le manque de sensibilisation efficace des habitants en matière de gestion des déchets.
- La défaillance des infrastructures de gestion des déchets, y compris des déchets médicaux, qu'on trouve également dans les rivières.
- L'absence de gestion locale - au niveau des municipalité - et nationale des eaux usées au cours des 20 dernières années. La plupart des villages situés le long des rivières rejettent leurs eaux usées directement dans les rivières.

Méthodes et sources de données

Les données ont été collectées par le biais d'entretiens semi-directifs. Les personnes interrogées ont été sélectionnées en veillant à ce qu'il y ait un mélange entre les deux nationalités (libanaise et syrienne), les sexes et les profils socio-économiques. Des entretiens qualitatifs ont été menés avec 37 personnes dont 5 représentants des autorités locales et 4 représentants de la société civile. De plus, un certain nombre d'entretiens informels, de discussions, de parcours commentés et d'observations systématiques ont été réalisés dans les deux bassins fluviaux.

Cette recherche a bénéficié du soutien précieux des partenaires locaux et internationaux du consortium ‘Amis des rivières’ (*Rofaka' al Naher*), financé par l'Agence française de développement. Les bénévoles et employés de Solidarités Internationale ainsi que de la Croix-Rouge libanaise et de la Croix-Rouge française au Liban ont joué un rôle clé dans la réalisation du travail de terrain.

Une cohabitation forcée qui aggrave les situations de vulnérabilité

Les deux régions étudiées, l'Akkar et la Bekaa, abritent des habitants confrontés à des vulnérabilités structurelles. Il s'agit d'un côté de catégories parmi les plus vulnérables de la population libanaise, en particulier depuis la guerre civile qui a débuté en 1975. De l'autre, des réfugiés syriens arrivés dans les deux vallées depuis le début de la guerre civile dans leur pays en 2011 et installés dans des campements informels (sans permis de résidence officiels ou légaux). La taille de ces campements varie de quelques familles abritées sous des tentes à des centaines d'individus.

Chaque campement est dirigé par un “*shawish*” ou chef local, notamment chargé des relations entre les populations syriennes et les autochtones. Il est la personne référente pour le propriétaire libanais du terrain d'accueil pour échanger sur les problèmes ordinaires du campement. Généralement de sexe masculin, le *shawish* peut percevoir les loyers qu'il donne au propriétaire, signaler l'arrivée ou le départ de nouvelles familles, gérer les conflits, etc. Le *shawish* représente les réfugiés d'une colonie et il constitue le seul lien avec les habitants libanais.



Les actions de “cohésion sociale” entre Libanais et Syriens sont mal perçues par les organisations locales et les autorités travaillant sur le terrain, qui partent du principe que les réfugiés syriens doivent retourner “chez eux”. De ce fait, tout effort d’intégration est à éviter, puisqu’il pourrait conduire les Syriens à s’installer définitivement. En conséquence, les interactions entre Syriens et Libanais sont limitées et ne se produisent que lorsqu’elles sont nécessaires et rentables, par exemple lorsqu’il s’agit de recruter des bras pour les travaux agricoles ou pour l’aide domestique. Du fait de l’illégalité de leur statut de résidence, les Syriens sont contraints d’accepter ces emplois souvent mal rémunérés. Parallèlement, cette recherche révèle que les Libanais, eux aussi vulnérables et modestes, doivent partager leurs ressources et leurs espaces de vie avec les Syriens. Cette cohabitation difficile constitue un obstacle majeur à tout effort de cohésion et d’initiatives solidaires visant à réduire les risques de catastrophes et de pollution.

Les limites des résultats

Cette recherche dans des zones rurales présente plusieurs limites : une concentration dans une petite zone géographique, une analyse restreinte des risques et une courte période d’étude. L’étude ne couvre que des zones spécifiques, négligeant d’autres environnements urbains ou périurbains qui pourraient également présenter des défis importants voir interconnectés en matière de réduction des risques de catastrophes.

Par ailleurs, elle se concentre principalement sur les questions liées à la pollution des espaces de vie partagés, sans explorer en profondeur les vulnérabilités face à d’autres types de risques ou catastrophes. Enfin, la recherche pourrait bénéficier d’une enquête plus longue et plus étendue, impliquant un échantillon plus large de la population pour obtenir une vision plus complète des dynamiques et besoins spécifiques.

Les enseignements scientifiques au-delà du cadre de l’étude

Dans le contexte des deux vallées du Akkar et de la Bekaa, la cohésion sociale entre les Libanais et les Syriens habitant ces bassins semble difficile, voire impossible. Les habitants identifient le principal aléa auquel ils sont confrontés comme la pollution des eaux.

Mais les inégalités systémiques entre les deux communautés comme à l’intérieur de chaque groupe, ainsi que les infrastructures urbaines dégradées et les tensions sociales latentes, constituent un obstacle évident aux actions communes qui seraient susceptibles de renforcer la cohésion.

Face aux inondations, on constate en effet que le défaut de cohésion sociale est un facteur aggravant des risques encourus par les populations. Traditionnellement, les populations situées en amont des rivières peuvent alerter du danger. Or, en l’absence de liens entre les Libanais et les Syriens installés dans les campements, cette information ne circule pas. De plus, afin d’éviter les tensions, et au regard de cette réalité, les institutions locales et les ONG internationales travaillent séparément avec les Syriens et les Libanais, ce qui accroît encore le fossé.

Cette recherche apporte des éclairages sur la complexité de la notion de “résilience” des collectivités et communautés dans un contexte de fortes tensions sociales. Sur la base de ses résultats, elle propose des alternatives pour sa mise en œuvre. Par exemple, la mémoire des catastrophes, comme voie possible à une résilience collective, permettrait de se prémunir d’une résilience qui s’imposerait en tant que processus rigide et normatif. Elle offre des pistes prometteuses pour envisager une résilience contextuelle adaptée aux spécificités des territoires et des populations concernées.

BIGI, V., COMINO, E., FONTANA, M., PEZZOLI, A. et ROSSO, M. (2021). Flood Vulnerability Analysis in Urban Context : A Socioeconomic Sub-Indicators Overview. *Climate*, 9(1). <https://doi.org/10.3390/cli9010012>

BLAIKIE, P., CANNON, T., Davies, I. et WISNER, B. (1994). *At Risk : Natural Hazards, People’s Vulnerability, and Disasters*.

DONNER, W. et RODRIGUEZ, H. (2008). Population Composition, Migration and Inequality : The Influence of Demographic Changes on Disaster Risk and Vulnerability. *Social Forces*, 87(2), 1089-1114. <https://doi.org/10.1353/sof.0.0141>

EL-KHOURI D. (2019). *Negotiating space : Cities in Lebanon and the challenge of the Syrian refugee influx (2011-2018) The cases of Tebbeneh, el-Nab’a, and the Bourj el-Barajneh Palestinian refugee camp [Doctoral Dissertation - Social Geography]*. Université de Caen.

EL-KHOURI, D., BAUTÈS N. et BERGEL, P. « Les réfugiés de guerre syriens au Liban (2011-2016). Quel accès à la ville pour des citoyens indésirables ? » *Espaces et sociétés* 172-173, no. 1-2 (2018): 35-54. <https://doi.org/10.3917/esp.172.0035>.

GILMARTIN, M. (2008). Migration, Identity and Belonging. *Geography Compass*, 2(6), 1837-1852. <https://doi.org/10.1111/j.1749-8198.2008.00162.x>

YASSIN, N. (2018). *101 Facts & Figures on the Syrian Refugee Crisis*. Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs American University of Beirut. https://website.aub.edu.lb/ifi/publications/Documents/books/20180601_101_facts_and_figures_on_syrian_refugee_crisis.pdf



Le défi réside principalement dans les réseaux de communication et l'appropriation des activités locales”

- Dima El Khouri



créer des conditions qui améliorent leur sécurité, leurs droits, et leur intégration dans les communautés hôtes.

Y-a-t-il des relais dans chaque communauté pour faire passer le message de prévention de l'intérieur ? Ou, au contraire, est-ce que l'action est attendue uniquement de l'extérieur ?

A l'exception d'actions ponctuelles à l'échelle micro locale, les initiatives et les activités sont généralement menées ou fortement encouragées par des ONG et des associations locales, le plus souvent dans le cadre d'un financement international par des bailleurs de fonds tels que l'AFD, l'USAID, Union Européenne, etc.

Quelles implications pour l'action humanitaire et sociale ?

L'étude révèle que les initiatives humanitaires dans les régions marquées par de fortes tensions sociales ne répondent pas toujours aux risques que les communautés locales considèrent comme prioritaires. Cette déconnexion entre les besoins perçus par les populations et les interventions fournies par les acteurs humanitaires souligne une lacune importante en matière de connaissance et un déploiement stratégique de RRC limité. Les interventions doivent donc être mieux adaptées aux perceptions et aux besoins locaux pour être plus efficaces.

Si les efforts humanitaires ne peuvent se substituer à l'État, il est nécessaire de comprendre que la lutte contre les inégalités systémiques est primordiale pour améliorer les conditions de vie des populations et renforcer leur capacité de résilience face aux catastrophes. Et pour une amélioration durable des conditions de vie, il est nécessaire de s'attaquer aux causes profondes de ces inégalités à travers des stratégies coordonnées qui incluent les communautés, les décideurs et les acteurs humanitaires pour aligner leurs interventions sur les besoins réels et pour promouvoir des solutions durables qui vont au-delà de l'urgence.

Comment sont localement accueillis les initiatives de l'AFD et le projet « Les amis de la Rivière » ?

D. E. K. : Les initiatives de l'AFD sont généralement accueillies positivement par les communautés locales. Cependant, le principal défi réside dans les réseaux de communication et dans la manière dont les activités sont intégrées localement. Certains groupes peuvent chercher à s'approprier ces projets et à revendiquer le mérite pour sécuriser des financements à long terme.

Est-ce que les réfugiés syriens s'impliquent dans la préservation de l'environnement ?

La situation des réfugiés est marquée par plusieurs défis qui entravent leur implication dans la préservation de l'environnement. La majorité des réfugiés sont confrontés à des conditions de vie difficiles, avec des ressources limitées et un accès restreint aux services de base. Dans ce contexte, les préoccupations environnementales peuvent passer au second plan par rapport aux besoins immédiats tels que la nourriture, l'eau et le logement.

Les exilés, souvent en situation irrégulière, sont aussi exclus des processus décisionnels et des initiatives locales de préservation de l'environnement. Enfin, en raison de leur statut précaire, ils peuvent être stigmatisés ou marginalisés, ce qui limite leur accès aux ressources nécessaires pour contribuer efficacement aux initiatives environnementales. De plus, la priorité de subvenir à leurs besoins quotidiens peut réduire leur capacité à se concentrer sur des actions de protection de l'environnement.

En somme, bien que de nombreux réfugiés syriens aient un intérêt pour la préservation de l'environnement, leur engagement est souvent limité par des contraintes imposées par leur situation de vulnérabilité et d'illégalité. Pour les encourager à participer activement à ces efforts, il est crucial de

La série « Pratiques & Humanités » de la Fondation Croix-Rouge française synthétise les travaux de recherche des chercheurs soutenus par la Fondation. Elle a pour objectif de mettre à disposition des acteurs de l'humanitaire une information scientifique de qualité et concise.

La Fondation Croix-Rouge française est une fondation reconnue d'utilité publique dédiée à la recherche dans les champs de l'action humanitaire et sociale. Elle porte la volonté de la Croix-Rouge française de promouvoir la connaissance scientifique, la réflexion éthique et l'innovation sociale pour faire avancer l'action au service des plus vulnérables.

La Fondation Croix-Rouge française est un membre actif du RC3 (The Red Cross Red Crescent Research Consortium), le consortium de recherche du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CICR). Un réseau créé en 2019, qui travaille en collaboration avec les Sociétés nationales, la Fédération internationale et le CICR, dédié à la conduite et à la promotion de recherches en sciences humaines et sociales pour aider à construire des communautés plus sûres, plus résilientes et plus durables sur la base de résultats scientifiques.

Fondation Croix-Rouge française
21 rue de la Vanne | CS 90070 | 92126 MONTRouGE CEDEX
+33 1 40 71 16 34 | www.fondation-croix-rouge.fr
contact@fondation-croix-rouge.fr